



RAPPORT DE GESTION 2015

RESSOURCES MINIÈRES RADISSON INC.

APERÇU

Ressources Minières Radisson inc. (Radisson ou la Société) est une société d'exploration minière canadienne dont le siège social est situé à Rouyn-Noranda, au Québec.

La Société est impliquée dans la découverte de gisements d'or et de phosphate. Le principal actif de Radisson, le projet O'Brien et Kewagama, couvre 637,10 ha dans la partie ouest du canton de Cadillac (Québec), au cœur de la Ceinture aurifère de l'Abitibi. Cette propriété comprend l'ancienne mine O'Brien reconnue pour ses teneurs élevée en or et considérée comme le principal producteur dans le camp minier de Cadillac, lorsqu'elle était en activité, soit au début des années trente jusqu'au milieu des années cinquante.

Les travaux d'exploration réalisés par la Société sur le projet O'Brien (Zone 36 Est et Kewagama) ont mené à la découverte d'une ressource indiquée de 119 819 onces d'or (basée sur des ressources indiquées de 570 800 t à une teneur de 6,53 g/t Au) et d'une ressource présumée de 188 466 onces d'or (basée sur des ressources présumées de 918 300 t à une teneur de 6,38 g/t Au) définie selon le rapport technique conformément à la Norme 43-101 et réalisé par InnovExplo Inc. le 10 avril 2015. En décembre 2015, la Société a publié les résultats de l'étude économique préliminaire du projet O'Brien. Cette étude soutient la continuité de l'exploration et de la mise en valeur en deux phases de travaux subséquentes. Le rapport technique relié à cette étude préparé conjointement par les firmes indépendantes InnovExplo, WSP Canada Inc. et Lamont Inc. porte la date effective du 29 novembre 2015 et a été déposé le 29 janvier 2016 sur SEDAR.

En 2015, la totalité des travaux d'exploration et de mise en valeur complétés par la Société a été réalisée au projet aurifère O'Brien. À cet égard, en décembre 2015, la Société a démarré un programme de forage de 6 200 mètres ayant pour but d'évaluer le potentiel d'extension et de découverte de nouvelles zones minéralisées au projet O'Brien. Ce programme de 6 200 mètres met l'accent sur des secteurs situés à l'intérieur des ressources actuelles des secteurs 36E et Kewagama du projet O'Brien. À cet égard, au moment d'écrire ce rapport, 6 trous de forage pour plus de 2 773 mètres de forage ont été complétés.

Assemblée annuelle

Le 3 juin 2016 à 10 h
Salle Raglan
Best Western Plus Albert Centre-ville
84, avenue Principale
Rouyn-Noranda, Québec J9X 4P2

Table des matières

| | |
|-----------------------------------|---|
| APERÇU | 1 |
| FAITS SAILLANTS 2015 | 2 |
| RAPPORT DE GESTION | 3 |

Conventions :

Montants en dollars canadiens, à moins d'indication contraire

Unités selon le système métrique, à moins d'indication contraire

FAITS SAILLANTS 2015

| | |
|-----------|---|
| Février | Nomination d'une administratrice au conseil d'administration |
| Mars | PDAC International Trade Show & Investors Exchange |
| Mars | Exercice de bons de souscription pour 112 500 \$ |
| Avril | Résultats de l'estimation des ressources du projet O'Brien, hausse des ressources présumées de 181 % |
| Août | Financement d'actions ordinaires de 444 400 \$ |
| Août | Décès de l'administrateur Michel Garon |
| Septembre | Financement d'actions ordinaires de 100 000 \$ |
| Septembre | Exercice de bons de souscription pour 15 000 \$ |
| Octobre | Xplor 15 Place Bonaventure Montréal |
| Décembre | Début d'un programme de forage de 6 200 mètres au projet O'Brien couvrant plus de 94 cibles identifiées |
| Décembre | Résultats de l'étude économique préliminaire du projet O'Brien |
| Décembre | Financement d'actions accréditatives de 324 000 \$ |

RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion doit être lu parallèlement aux états financiers annuels de la Société au 31 décembre 2015. Les états financiers de la Société ont été préparés selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS »). La devise utilisée pour la présentation est le dollar canadien (\$) CAN) et tous les montants présentés dans le rapport de gestion sont en dollars canadiens.

Ce rapport de gestion daté du 22 avril 2016 a été préparé en conformité avec le Règlement 51-102A1 et approuvé par le conseil d'administration de la Société.

ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le rapport de gestion contient des énoncés prospectifs qui reflètent, à la date du rapport de gestion, les attentes, estimations et projections de la Société quant à ses opérations, à l'industrie minière en général et à l'environnement économique dans lequel elle évolue. Bien que raisonnables, ces énoncés comportent un certain élément de risque et d'incertitude de sorte qu'il n'y a aucune garantie qu'ils seront réalisés. Par conséquent, les résultats réels peuvent varier de façon importante de ceux mentionnés ou prévus dans ces énoncés prospectifs.

PORTEFEUILLE MINIER

Le portefeuille de Radisson comprend cinq propriétés qui couvrent une superficie totale de 3 142,83 hectares. Le régime politique est stable au Canada, l'offre au Québec au niveau fiscal y est très avantageuse, l'accès à une main-d'œuvre qualifiée y est reconnu ainsi qu'à des fournisseurs reconnus pour leur expertise dans le domaine minier.

Soulignons que la propriété la plus prometteuse de Radisson est la propriété O'Brien située en Abitibi-Témiscamingue, le long de la célèbre faille Larder-Lake-Cadillac dans la province de Québec. En février 2015, l'institut Fraser classait le Québec au 6^{ème} rang mondial pour son attrait d'investissement pour le développement minier.

PROPRIÉTÉS AU QUÉBEC (AU 22 AVRIL 2016)

TABLEAU DES PROPRIÉTÉS AU QUÉBEC

| Propriétés | Nombre de titres miniers | Superficie (hectares) | Minéralisation | Intérêts |
|-----------------|--------------------------|-----------------------|----------------|----------|
| Douay | 30 | 1 522,48 | Or | 100 % |
| Estrades | 14 | 590,60 | Cuivre, Argent | 100 % |
| O'Brien | 21 | 637,10 | Or | 100 % |
| Lac Gouin – SSO | 7 | 392,65 | Phosphate | 100 % |

PROPRIÉTÉ O'BRIEN

Le principal actif de Radisson, la propriété aurifère O'Brien (incluant l'ancienne propriété contiguë Kewagama), est situé à environ 8 km à l'ouest de la mine d'or en production, Lapa, appartenant à Agnico-Eagle, et à proximité immédiate de la propriété Wood-Pandora de Globex juste à l'est. Toutes ces propriétés sont localisées à l'intérieur de la Ceinture aurifère de l'Abitibi, secteur de Malartic-Cadillac, et sont recoupées par la prolifique Faille de Cadillac. Cette cassure majeure traverse les propriétés de Radisson sur toute sa longueur, soit sur environ de 4,5 km de long.

La propriété O'Brien, localisée à mi-chemin entre les villes de Rouyn-Noranda et de Val-d'Or, comprends respectivement 21 claims couvrant une superficie totale de 637,10 hectares. Elle est également localisée à environ 3,7 km au sud-est de la mine La Ronde d'Agnico-Eagle, qui atteint maintenant plus de 3 000 mètres (10 000 pieds) de profondeur.

La propriété O'Brien contient l'ancienne mine O'Brien, qui est considérée avoir été la mine la plus riche du Québec, et le principal producteur d'or dans le camp minier de Cadillac, lorsqu'elle était en activité, avec une production, de 1926 à 1957, de 587 121 onces d'or récupérées issues de 1 197 147 tonnes métriques de minerai à 15,25 g/t Au (Rapport Technique 43-101, InnovExplo, avril 2015). Cette mine a atteint une profondeur de 3 450 pieds (1 051 mètres) sous la surface.

Rapport Technique Instrument National 43-101 Actuel (déposé sur SEDAR le 4 juin 2015)

Le rapport technique, conforme au Règlement 43-101, a été réalisé par InnovExplo en utilisant la méthodologie de modèle de blocs 3D. La mise à jour inclut l'ensemble des travaux d'exploration réalisés de 2007 à 2012 sur les secteurs 36E et Kewagama.

Les faits saillants du rapport technique de l'estimation des ressources du 4 juin 2015 incluent :

- Une augmentation de 181 % des ressources présumées, pour un total de 188 466 onces Au
- Une augmentation de 13 % des ressources indiquées, pour un total de 119 819 onces Au
- Le secteur Kewagama a été intégré à l'estimé des ressources minérales courantes
- L'estimé des ressources minérales courante inclut les secteurs 36E et Kewagama
- Potentiel d'augmenter les ressources latéralement et en profondeur

2015 – Projet O'Brien – Estimé des Ressources minérales à une teneur de coupure de 3,5 g/t Au (blocs de claims O'Brien et Kewagama) et scénarios de sensibilité à d'autres coupures

| Indiquées | | | | | Présumées | | | | |
|-----------------------|-------------------|-----------|---------------|---------|-----------------------|-------------------|-----------|---------------|---------|
| Secteur | Teneur de coupure | Tonnage | Teneur g/t Au | Onces | Secteur | Teneur de coupure | Tonnage | Teneur g/t Au | Onces |
| Ensemble des secteurs | 2,00 | 1 384 700 | 4,22 | 188 049 | Ensemble des secteurs | 2,00 | 3 388 500 | 3,64 | 396 601 |
| | 2,50 | 991 200 | 5,01 | 159 770 | | 2,50 | 2 254 100 | 4,36 | 315 725 |
| | 3,00 | 748 800 | 5,75 | 138 456 | | 3,00 | 1 525 300 | 5,12 | 251 293 |
| | 3,50 | 570 800 | 6,53 | 119 819 | | 3,50 | 918 300 | 6,38 | 188 466 |
| | 4,00 | 444 300 | 7,33 | 104 676 | | 4,00 | 663 500 | 7,42 | 158 273 |
| | 5,00 | 320 800 | 8,43 | 86 939 | | 5,00 | 486 200 | 8,52 | 133 245 |

- Les Personnes Qualifiées et indépendantes pour l'estimé des Ressources Minérales, tel que défini par 43-101, sont Pierre-Luc Richard, géo., M.Sc. et Alain Carrier, géo., M.Sc. d'InnovExplo Inc. et la date effective de l'estimé est le 10 avril 2015.
- Les Ressources Minérales ne sont pas des Réserves Minérales et leur viabilité économique n'a pas été démontrée.
- Le modèle de ressources inclut les zones précédemment nommées 36E et Kewagama. La mine historique O'Brien n'est pas incluse aux ressources, car ce secteur n'était pas compilé ni validé au moment de produire l'estimé. Le modèle comporte 56 zones aurifères; dont certaines ne rencontrent pas la teneur de coupure retenue pour les chiffres finaux. Une enveloppe de dilution fut aussi modélisée. Aucune ressource rencontrant la teneur de coupure retenue ne provient de cette enveloppe.
- Les résultats sont présentés in situ et non-dilués.
- Les scénarios de sensibilité à la teneur de coupure sont présentés à 2,0, 2,5, 3,0, 3,5, 4,0 et 5,0 g/t Au. Les ressources officielles sont présentées à une teneur de coupure de 3,5 g/t Au.
- La teneur de coupure devra être éventuellement réévaluée à la lumière des conditions de marché (prix de l'or, taux de change, coûts d'opération, etc.).
- Une densité de 2,67 g/cm³ a été utilisée pour l'ensemble des zones.
- Une épaisseur minimale vraie de 1,5 m a été appliquée, en utilisant la teneur du matériel adjacent lorsque analysée, ou une valeur à zéro si non-analysée.
- L'écrêtage (coupure des hautes valeurs) (Au) a été complété sur les données brutes et établi à partir d'une analyse par secteur (zones Ouest: 65 g/t, zones Est: 30 g/t, zone de dilution Ouest: 3,5 g/t zone de dilution Est: 4,0 g/t).
- Le compositage a été complété à partir des intervalles de forage inclus dans les solides des zones minéralisées (composite = 0,80 m).
- Les ressources ont été évaluées dans un modèle de blocs (taille des blocs = 3 m x 3 m x 3 m) à partir des forages en utilisant deux passages d'interpolation d'inverse distance au carré (ID2).
- La catégorie présumée peut être définie dans les secteurs où des blocs ont été interpolés par la passe 1 ou 2. La catégorie indiquée est définie dans les secteurs où la distance maximale au composite de forage le plus près est moins de 20 m des blocs interpolés dans la passe 1. Une reclassification locale a été effectuée afin de rencontrer les exigences de l'ICM.
- Onces (troy) = tonnes métriques x teneur / 31.10348. Les calculs ont été faits à partir d'unités métriques (mètres, tonnes et g/t). Une reclassification locale a été effectuée afin de rencontrer les exigences de l'ICM.
- Le nombre de tonnes a été arrondi à la centaine la plus près. Toutes différences dans les totaux sont dues à un effet de l'arrondissement; l'arrondissement est requis selon 43-101 afin de refléter la nature estimée des ressources.
- InnovExplo n'a pas connaissance de problématiques de nature environnementales, de permis, légales, de détention de titres, d'impôts, sociaux-politiques, marketing ou de toutes autres facteurs qui pourraient avoir un effet matériel sur les ressources.

Rapport Technique Instrument National 43-101 Actuel (déposé sur SEDAR le 29 janvier 2016)

En 2015, avec pour but d'identifier le potentiel économique de certaines zones minéralisées des secteurs 36E et Kewagama, la Société a mandaté la firme InnovExplo pour produire une étude économique préliminaire. Le rapport technique de l'étude économique préliminaire se base sur le rapport technique de l'estimation des ressources du projet O'Brien déposé sur SEDAR le 4 juin 2015.

Les faits saillants du rapport technique de l'étude économique préliminaire du projet O'Brien du 29 novembre 2015 :

| Année | Tonnes | Teneur (g/t Au) | Onces d'or Au |
|----------------|----------------|------------------------|----------------------|
| Pré-production | 3 196 | 7,05 | 663 |
| Pré-production | 66 668 | 6,47 | 12 682 |
| 1 | 158 574 | 6,87 | 32 057 |
| 2 | 169 891 | 7,04 | 35 206 |
| 3 | 186 934 | 5,50 | 30 261 |
| 4 | 127 259 | 6,53 | 24 439 |
| Total | 712 521 | 6,46 | 135 308 |

| Paramètres | Résultats |
|---|------------------------------|
| Ressources minérales courantes incluses (Indiquées et présumées) | 712 521 tonnes @ 6,46 g/t Au |
| Taux de récupération à l'usine | 91,5 % |
| Durée de vie de la mine (incluant 24 mois de pré-production) | 6 ans |
| Production minière quotidienne | 440 tonnes par jour |
| Or récupéré durant la vie de la mine (LOM) | 135 308 oz |
| | |
| Prix de l'or (USD) | 1 180 \$/oz |
| Taux de change | 1,25 |
| Prix de l'or (CAD) | 1 475 \$/oz |
| Revenus totaux bruts | 199,6M |
| Coût en capital de pré-production | 36,8M |
| Coût d'exploitation moyen par tonne | 178 \$/tonne |
| Coût d'exploitation moyen par oz US\$ | 752 \$US / oz |
| | |
| AVANT impôts | |
| VAN au taux d'actualisation de 5 % | 0,2M \$ |
| Taux de rendement interne TRI | 5,18 % |
| Période de récupération (années) | 5,6 ans |
| | |
| APRÈS impôts | |
| VAN au taux d'actualisation de 5 % | (1,9)M \$ |
| Taux de rendement interne TRI | 3,15 % |
| Période de récupération (années) | 5,8 ans |

Recommandations

InnovExplo pose les recommandations suivantes pour établir les prochaines étapes de développement du projet O'Brien. Les recommandations sont divisées en deux phases. La phase 2 est subséquente au succès de la première phase de travaux. Ces recommandations seront intégrées en somme ou en partie dans le programme de mise en valeur du projet O'Brien de Radisson.

Phase 1

1. Compilation géologique à l'échelle de la propriété incluant :
 - a. Compilation 3D des chantiers restants de l'ancienne mine O'Brien
 - b. Compilation des données historiques (Trous de forage, échantillonnages souterrains)
2. Programme de 25 000 mètres de forage d'exploration
 - a. Ciblant les structures proposées dans l'ÉÉP courante et les zones minéralisées de l'estimation des ressources courantes
 - b. Ciblant les cibles d'exploration définies à l'échelle de la propriété
3. Plan de communication et de consultation avec les parties prenantes
4. Étude environnementale de référence
5. Mise à jour de l'estimation des ressources et du modèle 3D incluant :
 - a. La compilation des données historiques
 - b. Les trous de forage envisagés
6. En fonction des résultats de la mise à jour de l'estimation des ressources :
 - a. Compléter une mise à jour de l'ÉÉP

Phase 2 – Contingente au succès de la phase 1

1. Programme de 25 000 mètres de forage d'exploration et de conversion
2. Mise à jour de l'estimation des ressources et du modèle 3D
3. Programme de développement souterrain incluant un échantillonnage en vrac ayant pour objectif de confirmer la métallurgie et la continuité des zones minéralisées

Personne Qualifiée

*Toutes les données techniques en relation à l'ÉÉP et à l'estimé des ressources ont été extraites des communiqués de presse datés du 15 décembre 2015 et du 20 avril 2015.

PLAN D'AFFAIRES

Radisson entend poursuivre l'exploration et la mise en valeur du projet aurifère O'Brien. La Société a comme objectif principal d'augmenter les ressources minérales courantes par le biais de forage en surface. En 2015, un rapport de cibles de forage qui fait état de 100 cibles a été complété à partir du modèle 3D en blocs au projet O'Brien. Les cibles ont été divisées en trois catégories comportant différents objectifs :

- 47 cibles en extension des infrastructures minières définies dans le cadre de l'ÉÉP;
- 41 cibles en extension des zones minéralisées/identification potentielle de nouvelles zones minéralisées;
- 12 cibles d'exploration avec un fort potentiel à l'extérieur de la zone des ressources minérales courantes.

Ainsi, un programme de forage de surface de 6 200 mètres couvrant les deux premiers objectifs a été lancé en décembre 2015. Ce programme de forage s'inscrit en première phase d'un programme de 30 000 mètres que la Société souhaite compléter en 2016-2017, afin de poursuivre avec une mise à jour de l'estimation des ressources minérales courantes du projet O'Brien. La Société soutient qu'une augmentation des ressources lui permettrait de s'adresser aux marchés financiers afin d'obtenir les fonds nécessaires pour supporter le développement d'une rampe d'exploration, l'ajout de forage souterrains et l'échantillonnage en vrac.

En parallèle au programme de forage, en 2016, la Société entend compléter les études environnementales et hydrologiques de base pour l'obtention des permis et autorisations nécessaires à la mise en place d'un programme d'immobilisation de surface et d'exploration souterraine.

AUTRES PROPRIÉTÉS AU QUÉBEC

Radisson désire concentrer ses efforts au projet O'Brien. Elle ne prévoit ni travaux ni dépenses sur ses autres propriétés Douay, Estrades et Lac Gouin SSO dans un futur proche (ces trois propriétés sont disponibles pour option).

PROMOTION

Au cours de 2015, la Société a participé aux évènements suivants :

- Mars 2015 - PDAC International Trade Show & Investors Exchange;
- Le président, M. Mario Bouchard, a multiplié les rencontres avec des investisseurs potentiels (Toronto, Montréal, Québec et Abitibi-Témiscamingue (QC)).
- Octobre 2015 - Xplor 15 Place Bonaventure Montréal
- La Société participe également à la télésérie AT minière : Il était une fois dans l'Ouest québécois.
- La Société maintient une présence accrue et continue de développer les différentes plateformes de médias sociaux.

FINANCEMENT PAR ACTIONS

Actions ordinaires

En août 2015, la Société a émis 3 418 461 unités à 0,13 \$ par unité pour un total de 444 400 \$. Chaque unité est composée de 1 action ordinaire et ½ bon de souscription. Ceci résulte en l'émission de 1 709 230 bons de souscription pour une juste valeur de 23 930 \$. Chaque bon de souscription permet au détenteur d'acquérir une action ordinaire au prix d'exercice de 0,18 \$ par action ordinaire, et cela pour une période de 18 mois. En relation avec ce financement, 273 477 bons de souscription du courtier ont été émis. Chaque bon de souscription du courtier permet au détenteur d'acquérir une action ordinaire au prix d'exercice de 0,13 \$, et cela pour une période de 18 mois. La juste valeur des bons du courtier est estimée à 7 657 \$.

En septembre 2015, la Société a émis 769 232 unités à 0,13 \$ par unité pour un total de 100 000 \$ au fonds minier québécois Sodémex II s.e.c. Chaque unité est composée de 1 action ordinaire et ½ bon de souscription. Ceci résulte en l'émission de 384 616 bons de souscription pour une juste valeur de 4 615 \$. Chaque bon de souscription permet au détenteur d'acquérir une action ordinaire au prix d'exercice de 0,18 \$ par action ordinaire, et cela pour une période de 18 mois.

Bons de souscriptions

En mars 2015, 937 500 bons de souscription à 0,12 \$ reliés à un financement de 2013 ont été exercés par un fonds minier québécois pour un total de 112 500 \$.

En septembre 2015, 125 000 bons de souscription à 0,12 \$ reliés à un financement de 2013 ont été exercés par un actionnaire de la Société pour un total de 15 000 \$.

Actions accréditatives

En décembre 2015, la Société a émis 1 296 000 actions accréditatives au montant de 0,25 \$ par action pour un total de 324 000 \$ (juste valeur marchande de 142 560 \$).

PROGRAMME D'EXPLORATION

Un programme de forage au diamant de 6 200 mètres est en cours au projet O'Brien. Au moment d'écrire ce rapport, 6 trous de forage représentant 2 773 mètres ont été complétés.

BOURSE

Les actions de la Société sont inscrites en bourse depuis 1986 sous le symbole RDS. Radisson fait partie de la catégorie « sociétés émergentes » à la Bourse de croissance TSX (TSX-V).

INFORMATION ANNUELLE CHOISIE (IFRS)

Faits saillants des trois derniers exercices financiers

| Exercice clos le 31 décembre (en milliers de dollars, sauf les montants par action, selon les IFRS) | | | |
|--|---------|---------|---------|
| | 2015 | 2014 | 2013 |
| | \$ | \$ | \$ |
| Actif total | 8 908 | 8 617 | 7 771 |
| Revenus | - | 12 | - |
| Perte nette | (556) | (240) | (439) |
| Perte nette par action | (0,007) | (0,003) | (0,006) |
| Dettes à long terme | 0 | 0 | 0 |

RÉSUMÉ DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS (IFRS)

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)

| Trimestre | Revenu total | Perte nette | Perte de base et diluée par action |
|----------------|--------------|-------------|---------------------------------------|
| | \$ | \$ | \$ |
| Mars 2014 | - | (51) | (0,00) |
| Juin 2014 | - | (100) | (0,00) |
| Septembre 2014 | 12 | (38) | (0,00) |
| Décembre 2014 | - | (51) | (0,01) |
| Mars 2015 | - | (66) | (0,00) |
| Juin 2015 | - | (215) | (0,00) |
| Septembre 2015 | - | (164) | (0,00) |
| Décembre 2015 | - | (111) | (0,01) |

SOMMAIRE DES ACTIVITÉS FINANCIÈRES POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2015

En raison de son secteur d'activités, la Société ne génère pas de revenus réguliers et doit compter sur l'émission d'actions ou sur les revenus d'intérêt générés par ses placements pour assumer ses dépenses courantes. Elle assure également sa continuité par la signature d'ententes d'options de vente sur certaines de ses propriétés minières. Le statut public de la Société associé à la nature de ses opérations se traduit par la réalisation de pertes d'exploitation à chaque période.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2015, la Société n'a enregistré aucun gain sur disposition de placements, alors que pour la même période en 2014 les revenus étaient de 12 082 \$ (20 000 actions de Balmoral Ressources Inc).

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2015, la Société a réalisé une perte avant impôts de 682 722 \$ comparativement à une perte avant impôts de 437 811 \$ pour la même période en 2014. Les dépenses de 2015 sont comparables aux dépenses de 2014 globalement. Il existe par contre des disparités notables dans certains postes budgétaires.

Le poste budgétaire « salaires et charges au titre des avantages du personnel » est passé de 54 426 \$ en 2014 à 89 654 \$ en 2015. Il faut souligner qu'un directeur des finances a été embauché en 2014. En 2015, il était employé à temps plein de la Société, alors que pour 2014, sa rémunération faisait partie du poste « Experts et sous-traitants ».

Pour l'exercice de 2015, la rémunération à base d'actions se chiffrait à 41 650 \$, alors qu'elle était de 49 920 \$ en 2014. En 2015, la Société a émis 725 000 options d'achat d'actions aux membres du conseil d'administration et de la haute direction.

La dépense d'experts et sous-traitants pour l'exercice de 2015, par rapport à l'exercice de 2014, a diminué de 15 408 \$ compte tenu principalement des honoraires payés à Admirio Industriel Inc. qui se retrouvent dans les dépenses d'exploration de la Société. En effet, le président de cette société est également président de Radisson et il facture des honoraires pour ses services. En 2015, le président de Radisson a passé plusieurs heures à coordonner et gérer l'étude économique préliminaire du projet O'Brien. Après analyse de la charge de travail, le conseil d'administration a augmenté à partir du 5 juin 2015 le salaire du président. Le salaire du président est passé de 75 000 \$ à 90 000 \$.

Au poste budgétaire « honoraires professionnels » on note une diminution de 2 953 \$. Cette diminution s'explique par la baisse des frais reliés aux états financiers intermédiaires, de la tenue de livres et du secrétariat.

Le poste budgétaire « Voyages et promotion » pour l'exercice clos le 31 décembre 2015 montre des dépenses de 41 294 \$ comparativement à 50 142 \$ pour l'exercice de 2014.

Le poste budgétaire « Information aux actionnaires » est passé de 66 983 \$ à 61 480 \$, un écart favorable de 5 503 \$ pour la Société. Il est à noter que la Société a continué de multiplier les rencontres avec les investisseurs au courant de l'année 2015. En 2014, la Société avait engagé une firme de relations avec les investisseurs pour aider la Société à accroître la sensibilisation du marché à l'aide d'initiatives de communication. Cette entente s'est terminée au 30 juin 2015. En 2015, la Société a signé une entente de diffusion sur un site web en Californie et un site web en Colombie-Britannique. L'entente avec le site web de la Colombie-Britannique a permis à la Société d'augmenter grandement le nombre d'abonnés inscrits à sa liste d'envoi.

Pour l'exercice de 2015, le poste budgétaire « papeterie et dépenses de bureau » a connu une baisse de 2 510 \$ par rapport à 2014 (7 669 \$ en 2015 et 10 179 \$ en 2014). Les dépenses usuelles de bureau sont sensiblement comparables d'une année à l'autre soit d'environ 10 000 \$.

En 2015, une radiation de propriété minière de 10 800 \$ a été reportée par rapport à 0 \$ en 2014. Cette radiation est reliée au coût d'acquisition des titres miniers perdus en 2015 pour la propriété Lac Gouin SSO. En parallèle, la Société a radié des frais d'exploration reportés à hauteur de 79 212 \$ par rapport à 0 \$ en 2014. Ces frais sont directement reliés à la diminution de superficie de la propriété Lac Gouin SSO et correspondent à des frais d'exploration qui ont été engagés en 2013 et 2014 par la Société.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2015, la perte nette se chiffre à 556 285 \$ comparativement à 239 687 \$ pour la même période en 2014. Outre les variations au niveau des frais d'administration déjà expliquées ci-haut, on explique cette variation par la différence marquée des impôts sur les bénéfiques et impôts miniers, le reclassement des gains (pertes) non réalisé(e)s sur les actifs disponibles à la vente au résultat net (perte de 145 651 \$ en 2015).

La Société maintient constamment un contrôle rigoureux sur ses dépenses afin de prolonger ses liquidités tout en évitant une dilution inutile de ses actions en circulation. Comme par les années passées, la direction de la Société continuera à gérer de façon prudente les fonds disponibles pour ses opérations courantes et maintiendra l'objectif d'augmenter son niveau d'encaisse, afin de pouvoir respecter ses engagements et maintenir la pérennité de la Société à long terme.

LIQUIDITÉS ET SOURCES DE FINANCEMENT

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2015, la Société a procédé aux financements par actions suivants :

Actions ordinaires

Le 13 août 2015, la Société a émis 3 418 461 unités à 0,13 \$ par unité pour un total de 444 400 \$. Chaque unité est composée de 1 action ordinaire et ½ bon de souscription. Ceci résulte en l'émission de 1 709 230 bons de souscription pour une juste valeur de 23 930 \$. Chaque bon de souscription permet au détenteur d'acquérir une action ordinaire au prix d'exercice de 0,18 \$ par action ordinaire, et cela pour une période de 18 mois. En relation avec ce financement, 273 477 bons de souscription du courtier ont été émis. Chaque bon de souscription du courtier permet au détenteur d'acquérir une action ordinaire au prix d'exercice de 0,13 \$, et cela pour une période de 18 mois. La juste valeur des bons du courtier est estimée à 7 657 \$.

Le 21 septembre 2015, la Société a émis 769 232 unités à 0,13 \$ par unité pour un total de 100 000 \$ au fonds minier québécois Sodémex II s.e.c. Chaque unité est composée de 1 action ordinaire et ½ bon de souscription. Ceci résulte en l'émission de 384 616 bons de souscription pour une juste valeur de 4 615 \$. Chaque bon de souscription permet au détenteur d'acquérir une action ordinaire au prix d'exercice de 0,18 \$ par action ordinaire, et cela pour une période de 18 mois.

Bons de souscription

En mars 2015, 937 500 bons de souscription à 0,12 \$ reliés à un financement de 2013 ont été exercés par un fonds minier québécois pour un total de 112 500 \$. En septembre 2015, 125 000 bons de souscription à 0,12 \$ reliés à un financement de 2013 ont été exercés par un actionnaire de la Société pour un total de 15 000 \$.

Actions accréditatives

Le 31 décembre 2015, la Société a émis 1 296 000 actions accréditatives au montant de 0,25 \$ par action pour un total de 324 000 \$ (juste valeur marchande de 142 560 \$).

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015, la Société a réalisé 454 695 \$ en travaux d'exploration alors qu'au cours de la même période en 2014 elle avait réalisé 465 884 \$ en travaux de même nature. Les financements accréditifs de 2014 et 2015 sont à l'origine des travaux d'exploration des exercices considérés.

Les frais d'administration totaux (en excluant la rémunération à base d'actions, l'amortissement des immobilisations, la baisse de valeur des titres disponibles à la vente et les frais de radiation de propriété minière et radiation de frais d'exploration reportés) s'élèvent à 403 503 \$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2015 comparativement à 399 973 \$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2014. En début d'année, la Société prévoyait des dépenses administratives de 356 600 \$ (écart de 46 903 \$ par rapport à la fin de l'année). Cette prévision faisait suite à l'effort de rationalisation des dépenses commencé en 2012, qui s'était poursuivi en 2013 et 2014.

La hausse notable (46 903 \$) s'explique en partie en fonction des services pour relations aux investisseurs, retenus et payés en 2014 qui n'avaient pas été budgétés en 2015. La Société entend poursuivre d'augmenter son réseautage et le service de relations aux investisseurs afin d'augmenter ses liquidités de manière le moins dilutive possible pour continuer le développement et l'exploration avancée du projet aurifère O'Brien.

Le 5 juin 2015, après analyse de la charge de travail et la rémunération du président, le conseil d'administration a réajusté le salaire de ce dernier. Le salaire du président est passé de 75 000 \$ à 90 000 \$ annuellement. La conséquence est une augmentation du budget 2015 de près de 7 500 \$.

Lors de cette réunion, le conseil d'administration a entériné une décision de la direction de retenir les services d'un directeur des finances dans le but de bien se préparer au cours de cette période de transition. La rémunération de ce dernier a été de 55 000 \$ annuellement et a été compensée par le rapatriement de certaines activités comptables qui étaient réalisées à l'externe, soit : secrétariat, gestion des livres comptables et production des états financiers trimestriels non audités.

Enfin, en fonction de sa charge de travail et de la réorganisation de l'administration, le salaire du CFO est passé de 50 000 \$ en 2014 à 30 000 \$ en 2015.

La direction a continué ses efforts de rationalisation, et en regard au changement structurant intervenu pour le futur et à l'augmentation des rencontres avec des investisseurs potentiels tout au long de l'année, est fort satisfaite du résultat budgétaire atteint, qui est somme toute semblable à celui de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

En 2015, compte tenu de la condition des marchés boursiers, la direction n'a vendu aucune action de la société publique Balmoral Resources Ltd., comparativement à 20 000 en 2014, ce qui lui avait permis d'encaisser environ 31 000 \$ au cours de 2014.

La cession prévisible des actions restantes de Balmoral Resources Ltd. détenues par la Société constitue un apport monétaire futur non négligeable qui permettrait à la Société de poursuivre ses activités et de solidifier sa situation financière. La valeur des 280 000 actions de Balmoral Resources Ltd. est importante et elle est estimée à 140 000 \$ au 5 avril 2016.

Au 31 décembre 2015, le fonds de roulement de la Société s'élève à un montant positif de 340 074 \$, comparativement à un montant de 458 629 \$ au 31 décembre 2014.

La direction a évalué ses besoins additionnels de liquidités pour l'exercice 2015 à un montant d'environ 545 000 \$ afin de s'acquitter de ses obligations concernant le fonds de roulement, les frais de prospection et d'évaluation liés aux financements accreditifs incluant un montant estimé à 434 000 \$ pour les frais administratifs.

À cet égard, la Société a mis en place un placement privé de 1 000 000 \$ au prix de 0,15 \$ par unité. Le placement privé est fait par le biais d'une nouvelle plateforme développée par la firme torontoise Red Cloud Klondike Strike Inc. Chaque unité confère le droit au détenteur d'acquérir une action de catégorie A du capital-actions de Radisson. Il obtient aussi un demi bon de souscription au prix d'exercice de 0,20 \$ et d'une période de 18 mois après la clôture du placement. Considérant que ce placement se fait en totalité, la Société serait en mesure de compléter son programme d'exploration et de couvrir la totalité de ses frais d'administration pour l'année 2016. Aussi, en parallèle à ce placement privé, la Société a entamé une tournée pancanadienne avec les membres de Red Cloud Klondike Strike Inc. pour promouvoir la plateforme et le placement privé ouvert auprès de la communauté financière. Grâce à cette tournée, la Société devrait être en mesure de rencontrer un important bassin de nouveaux investisseurs tout en rencontrant ses objectifs de financement.

Le financement de la Société se faisant principalement par voie d'émissions de capital-social, le succès de celui-ci dépend des marchés des capitaux de risque, de l'attrait des investisseurs pour les sociétés d'exploration et du prix des métaux. Pour continuer ses activités d'exploration et couvrir ses dépenses courantes, Radisson devra maintenir et augmenter ses liens avec la communauté financière afin de pouvoir réaliser d'autres financements par actions.

OBLIGATIONS ET ENGAGEMENTS CONTRACTUELS

Les redevances sur les propriétés minières se détaillent comme suit :

- O'Brien : paiement au comptant de 1 million de dollars au moment de la mise en production commerciale
- Kewagama : 2 % NSR

- Massicotte : En faveur de Radisson, une redevance sur les revenus nets de fonderie (NSR) de 2 % sur les claims qui constituent la propriété. Balmoral peut acheter une première moitié de la redevance NSR en versant 1 000 000 \$ en espèces, tout comme elle a la possibilité d'acheter la seconde moitié en effectuant un paiement additionnel de 2 000 000 \$ en espèces.
- Lac Gouin SSO : 1 % de NMR (Net Mineral Royalty) s'il y a mise en production. Ce 1 % sera automatiquement converti en 2 % du produit de la vente de la propriété, si la propriété est vendue par Radisson à un producteur de phosphate.

Puisque certains financements réalisés se composent d'unités accréditatives, la Société se voit dans l'obligation d'attribuer les dépenses en prospection et évaluation dans un temps donné. Le tableau qui suit traduit les dépenses attribuées et les temps correspondants donnés. Au 31 mars 2016, considérant les dépenses en exploration et mise en valeur déjà effectuées pour un montant de 258 830\$, un montant de 65 170\$ devra être effectué en travaux d'exploration et de mise en valeur et d'évaluation avant le 31 décembre 2016.

| Date | Financement | | Emploi du produit | Objectifs |
|-------------------|--|------------|---|------------------------|
| 27 mars 2014 | Espèces | 300 000 \$ | Assigné à l'exploration et dépenses corporatives | |
| 14 juillet 2014 | Espèces | 154 440 \$ | Assigné à l'exploration et dépenses corporatives | Délai 31 décembre 2015 |
| | Accréditif | 200 560 \$ | Assigné à l'exploration au projet O'Brien ainsi que Lac Gouin SSO | |
| 18 juillet 2014 | Exercice de bons de souscription à 0,10 \$ | 10 000 \$ | Assigné à l'exploration et dépenses corporatives | |
| 14 octobre 2014 | Espèces | 130 500 \$ | Assigné au fonds de roulement | |
| 30 décembre 2014 | Accréditif | 305 000 \$ | Assigné à l'exploration au projet O'Brien | Délai 31 décembre 2015 |
| 31 mars 2015 | Exercice de bons de souscription à 0,12\$ | 112 500 \$ | Assigné à l'exploration et dépenses corporatives | |
| 13 août 2015 | Espèces | 444 400\$ | Assigné à l'exploration et dépenses corporatives | |
| 21 septembre 2015 | Espèces | 100 000\$ | Assigné au fonds de roulement | |
| 22 septembre 2015 | Exercice de bons de souscription à 0,12\$ | 15 000 \$ | Assigné au fonds de roulement | |
| 31 décembre 2015 | Accréditif | 324 000 \$ | Assigné à l'exploration au projet O'Brien | Délai 31 décembre 2016 |

INFORMATION RELATIVES AUX PARTIES LIÉES

Opérations entre parties liées

La rémunération payée ou payable aux principaux dirigeants (le président, le vice-président et chef des finances, le directeur des finances ainsi que les administrateurs) est la suivante :

| | 31 décembre 2015 | 31 décembre 2014 |
|--|------------------|------------------|
| | \$ | \$ |
| Salaires incluant les primes et avantages | 89 654 | 54 427 |
| Loyers et frais d'occupation | - | 4 800 |
| Experts et sous-traitants | 73 500 | 81 806 |
| Frais de bureau | 3 162 | |
| Charges d'intérêts et frais bancaires | 855 | - |
| Experts et sous-traitants inclus dans les frais de prospection et d'évaluation | 12 750 | - |
| Autres frais de prospection et d'évaluation | 16 548 | - |
| Rémunération à base d'actions | 38 950 | 41 820 |
| | 235 419 | 182 853 |

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE DIVULGATION DE L'INFORMATION

Le président et chef de la direction ainsi que le vice-président (chef des opérations financières) sont responsables de l'établissement et du maintien des contrôles et des procédures de divulgation de l'information de la Société au sens du Règlement 52-109. Ces contrôles et procédures ont été évalués au 31 décembre 2015 et il a été conclu qu'ils étaient adéquats et efficaces.

CONTRÔLES INTERNES À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Le président et chef de la direction ainsi que le vice-président (chef des opérations financières) sont responsables de l'établissement et du maintien des contrôles internes à l'égard de l'information financière de la Société au sens du Règlement 52-109. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2015, il n'y a eu aucun changement dans les contrôles qui aurait considérablement affecté ou, du moins, très probablement affecté les contrôles internes à l'égard de l'information financière de la Société.

INFORMATIONS ADDITIONNELLES POUR LES ÉMETTEURS ÉMERGENTS N'AYANT PAS D'IMPORTANTS REVENUS

La Société fournit l'information relative aux actifs d'exploration et de mise en valeur dans la note 6 des états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2015. La Société n'a aucune dépense de recherche et développement.

La Société n'a pas de frais reportés autres que les actifs d'exploration et de mise en valeur.

Concernant les informations présentées dans ce rapport de gestion sur les actifs de prospection et d'évaluation, la direction a conclu que la dépréciation pour la propriété Lac Gouin SSO (10 800 \$) et les frais de prospection d'évaluation (79 212 \$) au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015 est adéquate.

MODE DE PRÉSENTATION ET CONFORMITÉ AUX IFRS

Les présents états financiers ont été préparés par la direction de la Société conformément aux *Normes internationales d'information financière* (« IFRS »).

Les présents états financiers ont été préparés selon l'hypothèse de continuité d'exploitation et selon la méthode du coût historique, à l'exception des actifs financiers et des passifs financiers qui sont réévalués à la juste valeur par le biais du résultat net. La préparation des états financiers fait appel à des estimations comptables critiques. Elle impose également à la direction d'exercer son jugement dans l'application des méthodes comptables retenues par la Société. Les principales méthodes comptables ayant servi à la préparation des présents états financiers sont résumées plus loin dans le rapport de gestion.

Les états financiers ne tiennent pas compte des projets de normes toujours à l'étape de l'exposé-sondage auprès de l'International Accounting Standards Board (IASB); ainsi que des normes publiées et approuvées par l'IASB, mais dont la date d'application est ultérieure au 31 décembre 2015.

PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Conformément aux *Normes internationales d'information financière* (« IFRS »), la direction de la Société doit faire des estimations et hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes afférentes.

Les principales méthodes comptables ainsi que celles qui requièrent le plus de jugements et d'estimations sont :

Estimations comptables et jugements critiques

La préparation des états financiers impose à la direction d'établir des estimations, des hypothèses et d'exercer son jugement à l'égard d'événements futurs. Les estimations et les jugements sont constamment remis en question. Ils se fondent sur l'expérience passée et sur d'autres facteurs, notamment les prévisions d'événements futurs raisonnables dans les circonstances. Les résultats réels peuvent différer des estimations, des hypothèses et des jugements posés par la direction et ils seront rarement identiques aux résultats estimés. Les paragraphes suivants décrivent les estimations et hypothèses comptables les plus critiques formulées par la direction lors de la comptabilisation et de l'évaluation des actifs, des passifs et des charges et les jugements les plus critiques de la direction dans l'application de méthodes comptables.

Dépense de rémunération à base d'actions et juste valeur des bons de souscription

Pour estimer les dépenses liées à la rémunération à base d'actions et à la juste valeur des bons de souscription, il faut sélectionner un modèle d'évaluation approprié et évaluer les données qui sont nécessaires pour le modèle d'évaluation choisi. La Société a estimé la volatilité de ses propres actions, la durée de vie probable des options, la période d'exercice de ces options, ainsi que les extinctions prévues. Le modèle d'évaluation utilisé par la Société est le modèle de Black & Scholes.

Dépréciation des actifs de prospection et d'évaluation

La valeur comptable des propriétés minières et des actifs d'exploration et d'évaluation fait l'objet d'un test de dépréciation uniquement lorsqu'il existe des indicateurs de dépréciation, typiquement lorsqu'une des circonstances suivantes s'applique :

- Les droits d'exploration ont expiré, ou expireront dans un avenir proche et il n'est pas prévu qu'ils soient renouvelés;
- Aucune dépense d'exploration future importante n'est prévue;
- Aucune quantité commercialement exploitable n'a été découverte et les activités d'exploration et d'évaluation sur cette propriété cesseront;
- Le recouvrement de la valeur des actifs d'exploration et d'évaluation via leur développement ou leur vente est peu probable.

Si une telle circonstance existe, la valeur recouvrable de ces actifs est estimée.

Passifs et actifs d'impôts différés

Les passifs et les actifs d'impôts différés sont évalués aux taux d'imposition dont l'application est attendue dans la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé ou le passif réglé, en fonction des taux d'imposition (et des lois fiscales) qui sont adoptés ou quasi adoptés à la fin de la période de présentation de l'information financière. L'évaluation des passifs et des actifs d'impôts différés reflète les conséquences fiscales qui résulteraient de la façon dont la Société s'attend, à la fin de la période de présentation de l'information financière, à recouvrer ou à régler la valeur comptable de ses actifs et de ses passifs.

Estimation de la valeur marchande des placements

Dans le cadre d'ententes d'options sur ses propriétés, la Société reçoit parfois des paiements en espèces et/ou des actions de la Société à l'origine de l'entente d'options. La Société établit la juste valeur de ces actions au moment de la réception des actions en utilisant le prix publié lorsque ces actions sont transigées sur un marché actif. Dans le cas où les actions ne sont pas transigées sur un marché actif, la Société établit la juste valeur en utilisant une technique d'évaluation.

Passifs liés aux investisseurs

Ce montant est présenté à même les créateurs et charges à payer à l'état de la situation financière. La Société a estimé la juste valeur du montant à payer en se basant sur un historique de règlements survenus avec d'autres investisseurs.

Continuité d'exploitation

Pour évaluer si l'hypothèse de la continuité de l'exploitation est appropriée, la direction prend en compte toutes les informations dont elle dispose concernant l'avenir, qui s'étale au minimum, sans toutefois s'y limiter, sur douze mois à compter de la date de clôture de l'exercice. La direction évalue ses besoins en liquidités futurs en tenant compte des frais administratifs estimés et des obligations en lien avec les financements accréditifs passés. Elle fait une estimation au meilleur de ses connaissances sur les possibilités de financements à venir afin de conclure sur le caractère approprié de la base de la continuité de l'exploitation.

RISQUES LIÉS À L'EXPLORATION

L'exploration minière comporte un degré de risque élevé. Peu de propriétés explorées sont mises en production. Des formations rocheuses inhabituelles ou imprévues, des incendies, des pannes de courant, des conflits de travail, des inondations, des explosions, des éboulements, des glissements de terrain et la difficulté d'obtenir de la main-d'œuvre qualifiée, de la machinerie ou de l'équipement approprié ou adéquat sont d'autres risques que comporte l'exécution des programmes d'exploration.

Les facteurs économiques liés à la mise en valeur de propriétés de ressources sont tributaires de nombreux facteurs, dont le coût d'exploitation, les variations de la matière extraite, la fluctuation des marchés des métaux, le coût de l'équipement de traitement et d'autres facteurs comme les réclamations des autochtones, la réglementation gouvernementale, notamment la réglementation portant sur les redevances, la production autorisée, l'importation et l'exportation de ressources naturelles et la protection de l'environnement. Selon le prix des ressources naturelles produites, la Société peut déterminer qu'il n'est pas opportun d'entreprendre ou de poursuivre la production commerciale. Il n'y a aucune certitude que les dépenses que la Société engagera dans l'exploration de ses propriétés minières donneront lieu à des découvertes de quantités commerciales de minerai. La plupart des projets d'exploration ne débouchent pas sur la découverte de gisements de minerai commercialement exploitables.

RÉGLEMENTATION ENVIRONNEMENTALE ET AUTRES RÉGLEMENTATIONS

La législation, les règlements et les mesures actuels et futurs en matière d'environnement pourraient entraîner des frais, des dépenses en immobilisations, des restrictions et des retards additionnels dans les activités de la Société dont on ne peut prévoir l'étendue. Les exigences de la réglementation et les normes environnementales font l'objet d'une évaluation constante et peuvent être haussées considérablement, ce qui pourrait nuire sérieusement aux opérations de la Société ou à son aptitude à mettre ses propriétés en valeur d'une façon économique. Avant que la production ne puisse débiter sur une propriété, la Société devra obtenir les approbations des autorités de réglementation et les approbations environnementales. Rien ne saurait garantir que ces approbations soient obtenues et qu'elles le soient à temps. Le coût des changements dans la réglementation gouvernementale peut également réduire la rentabilité de l'exploitation ou empêcher entièrement la mise en valeur économique d'une propriété.

RISQUES LIÉS AU FINANCEMENT ET À LA MISE EN VALEUR

La mise en valeur des propriétés de la Société dépend donc de sa capacité à obtenir le financement additionnel nécessaire. Rien ne saura garantir qu'elle réussisse à obtenir le financement requis. De plus, la mise en production de propriétés de ressources dépendra de l'utilisation des services d'un personnel expérimenté ou encore de la conclusion d'ententes avec d'autres grandes sociétés de ressources qui peuvent fournir cette expertise.

COURS DES RESSOURCES

Des facteurs indépendants de la volonté de la Société peuvent influencer sur la qualité marchande de l'or ou de tous autres minéraux découverts. Les cours des ressources ont fluctué considérablement, particulièrement durant les dernières années. Les répercussions de ces facteurs ne peuvent être prévues avec précision.

RISQUES NON ASSURÉS

La Société peut devenir assujettie à la responsabilité découlant des éboulements, de la pollution ou d'autres risques contre lesquels elle ne peut s'assurer ou choisit de ne pas le faire en raison du coût élevé des primes ou pour d'autres motifs. Le paiement de ces responsabilités diminuerait ou pourrait éliminer les fonds disponibles pour les activités d'exploration et d'extraction.

AUTRES EXIGENCES RELATIVES AU RAPPORT DE GESTION

On peut trouver davantage de renseignements sur la Société sur SEDAR.

INSTRUCTION NATIONALE 51-102

Divulgence, au 22 avril 2016, des données relatives aux titres en circulation.

Capital-actions

| Description | Nb d'actions en circulation | Valeur \$ |
|------------------|-----------------------------|------------|
| Au 22 avril 2016 | 88 361 196 | 12 817 800 |

Bons de souscriptions émis

1 709 230 bons de souscription échéant en février 2017 avec un prix de levée de 0,18\$

273 477 bons de souscription échéant en février 2017 avec un prix de levée de 0,13\$

384 616 bons de souscription échéant en mars 2017 avec un prix de levée de 0,18\$

Options en circulation

Options émises dans le cadre du régime d'options : 3 060 000

Options attribuées aux administrateurs et dirigeants et consultant

| Nombre d'options | Prix de levée | Date d'expiration |
|------------------|---------------|-------------------|
| 500 000 | 0,12 \$ | 21 juin 2016 |
| 400 000 | 0,10 \$ | 17 mai 2017 |
| 300 000 | 0,10 \$ | 4 juillet 2017 |
| 100 000 | 0,10 \$ | 8 janvier 2018 |
| 100 000 | 0,10 \$ | 24 janvier 2018 |
| 375 000 | 0,10 \$ | 12 juin 2018 |
| 460 000 | 0,10 \$ | 6 juin 2019 |
| 200 000 | 0,10 \$ | 26 février 2020 |
| 525 000 | 0,13 \$ | 5 juin 2020 |
| 100 000 | 0,14 \$ | 4 mars 2021 |



Mario Bouchard
Président et chef de la direction



Donald Lacasse
Chef des opérations financières
et secrétaire corporatif

Rouyn-Noranda, Canada
Le 22 avril 2016